

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

La faible concurrence mine les économies en Afrique subsaharienne

L'ANALYSE du Fonds monétaire international est un appel à instaurer les conditions d'une concurrence stimulante pour l'économie.

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

Des pans entiers de l'économie sous monopole, un accès aux marchés publics pas toujours équitable à toutes les entreprises, le Fonds

Brèves

CAFE. En Éthiopie, l'Union des coopératives des caféiculteurs de l'État d'Oromia (OCFCU) devrait lancer prochainement son premier complexe de torréfaction et d'ensachage du café dans la ville de Gelan. L'unité s'étendra sur 2 307 m² et disposera d'une capacité de torréfaction, de mouture et de conditionnement de 120 kg de café par heure. Une fois achevé, le complexe devrait employer, dans un premier temps, 20 personnes. Un effectif qui augmentera à mesure que la production s'intensifiera.

Cacao. En Côte d'Ivoire, le président Alassane Ouattara a demandé récemment le soutien de la Banque mondiale dans le cadre de la stratégie de lutte contre la culture illégale du cacao dans les zones protégées, indique Reuters. Cette feuille de route a pour objectif d'éliminer la production cacaoyère dans ces parcs nationaux et réserves forestières d'ici 5 ans. S'il ne précise pas encore la forme que prendra l'appui de l'institution, le dirigeant indique que son président, David Malpass, a déjà apporté une réponse favorable à la requête. Pour la Côte d'Ivoire, l'élimination du phénomène est une question d'importance dans un contexte où il ambitionne de faire reculer la déforestation et de limiter sa production à 2 millions de tonnes, pour soutenir les prix de la matière première.

Coton. Rachetée en 2018 à hauteur de 60% de son capital par la société multinationale singapourienne Olam, spécialisée en agronomie, pour un montant de 9 milliards de francs CFA (14 millions d'euros), l'ex-société publique CotonChad a connu un regain d'activité très important. En quasi-cessation d'activité en 2018, elle menaçait la pérennité de l'ensemble de la filière coton du Tchad.

Rassemblées par GMNN.

monétaire international (FMI) voit dans ce manque de concurrence des marchés en déséquilibre, l'une des causes de la morosité de nos économies.

En effet, selon les dernières projections du FMI sur l'Afrique subsaharienne, présentées officiellement le mois dernier par son Représentant-résident au Gabon, Marcos Poplawski-Ribeiro, la concurrence est plus faible dans cette région que dans le reste du monde. D'où la nécessité d'analyser son degré sur les marchés des produits et d'examiner les politiques susceptibles de renforcer la compétitivité.

D'après les perspectives économiques régionales de l'institution de Bretton woods, cette faiblesse concurrentielle se traduit, notamment, par les marges brutes supérieures des entreprises, particulièrement dans le secteur des biens non exportables et le prix plus élevé des produits.

Selon une étude empirique élaborée par les experts de l'institution financière internationale, un renforcement de la concurrence permettrait ainsi à l'Afrique subsaharienne d'améliorer notablement la croissance et le bien-être. Stimulant au passage la productivité et la compétitivité des exportations, tout en réduisant les prix à la consommation.

De fait, arguent les analystes du FMI, afin d'aviver la concurrence dans cette région, il faut des réformes globales qui s'appuient, notamment, sur un cadre concurrentiel efficace. Mais aussi sur l'ouverture au commerce et à l'investissement direct étranger, et sur des règles commerciales et des politiques macroéconomiques, créant des conditions d'égalité entre les entreprises.

Et les experts de la finance de spécifier que, bien que cette situation soit très hétérogène d'un pays à l'autre de l'Afrique subsaharienne, plus de 70% des



Marcos Poplawski Ribeiro, représentant résident du FMI au Gabon

pays de la région font partie de la moitié inférieure de ceux du monde relativement aux indicateurs de concurrence.

Ils relèvent enfin que les marges brutes des entreprises dans cette partie du continent noir sont supérieures d'environ 11% à

celles observées dans les autres pays émergents et en développement. Pis, ces marges seraient persistantes.

Conservation, pour une plateforme d'échanges intellectuels

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Les étudiants de l'École nationale des Eaux et forêts sont décidés à porter le débat environnemental au cœur de l'opinion nationale. En effet, les questions de gestion durable des ressources naturelles étaient au centre d'une conférence, mercredi dernier, à l'auditorium du ministère des eaux et forêts, à Libreville. Organisée par l'association des étudiants et stagiaires de l'École nationale des eaux et forêts (Enef), la rencontre était axée sur la thématique: "Gestion interdisciplinaire, pilier important de la gestion durable des ressources naturelles". C'est dans le cadre de la valorisation de la gestion durable des ressources naturelles, qui figure dans les programmes de l'Enef, que cette rencontre s'est tenue. Les objectifs de la conférence étaient la vulgarisation de la gestion interdisciplinaire au Gabon, la



Les étudiants de l'Enef durant la conférence.

valorisation de la gestion participative et intégrée, dans l'optique de résoudre efficacement les défis liés à la conservation et la gestion de la biodiversité. Ces jeunes proposent la création d'une synergie, ou d'une plate-forme qui favoriserait les échanges intellectuels entre étudiants de différentes universités et écoles. Pour ces étudiants, les

eaux et les forêts de leur pays sont des solutions à la lutte contre le chômage et la pauvreté, la sécurité alimentaire et le réchauffement climatique. "Faisons de l'économie verte une réalité pour le Gabon. Que chaque habitant profite des services de l'écologie", a invité l'étudiant Juste Temba, l'un des organisateurs de la rencontre.